

Les relations UE-Arménie



«Un nouvel accord entre l'Arménie et l'Union européenne peut être élaboré au Sommet du Partenariat oriental à Riga. L'UE apportera son soutien à la Géorgie, à l'Ukraine et à la Moldavie dans la mise en œuvre des accords d'association. Dans le même temps une offre spéciale sera faite à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan et à la Biélorussie. Nous voulons construire des relations sur des principes d'égalité,» a déclaré l'ambassadeur **Juris**

Poikans, chargé du partenariat oriental au ministère letton des Affaires étrangères.

Poikans a souligné que le prochain sommet de Riga est un événement important pour la Représentation de la Lettonie à la fois dans l'UE et dans l'Europe, en général, que des changements considérables ont eu lieu sur le continent européen depuis le précédent sommet de Vilnius en 2013.

La déclaration qui doit être signée à Riga décrira les principales orientations de la politique de partenariat de l'Est pour les deux années à venir.

(...)



Le 15 mai, le ministre arménien des Affaires étrangères **Edouard Nalbandian** a détaillé l'intérêt de l'Arménie dans le développement de la coopération approfondie et complète avec l'UE, lors de son discours à la réunion de hauts

diplomates des Etats membres du Partenariat oriental et du Groupe de Visegrad (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie). Extraits :

"L'Arménie a des objectifs importants à remplir avec l'UE dans tous les secteurs possibles de partenariat global, y compris le dialogue politique et la promotion de la coopération commerciale et économique.

Pour intensifier notre coopération, nous avons l'intention de conclure les négociations avec la Commission [européenne] sur le projet scientifique et de la

recherche, sur Horizon 2020, ainsi qu'entamer des pourparlers pour assurer la participation de l'Arménie dans le projet compétitivité des petites et moyennes entreprises (COSME). Dans le secteur des transports, le gouvernement de l'Arménie a exprimé sa volonté de signer l'accord sur l'Espace aérien commun avec l'UE.

Nous apprécions hautement l'assistance continue de l'UE et son soutien apporté à notre pays dans le cadre du Partenariat oriental, car il a un rôle important pour assurer le processus de réformes et sur l'efficacité des capacités institutionnelles en Arménie.

()... L'Arménie se rend parfaitement compte de l'importance d'une coopération globale dans différents formats. Nous croyons qu'il est possible de faire une utilisation maximale des cadres d'intégration différents, en adoptant une approche de grande envergure au lieu de compter sur les incompatibilités. Notre objectif est de poursuivre la coopération approfondie et complète avec l'UE sur la base des résultats des dernières années.

()... Nous avons accueilli l'initiative de la Commission européenne de procéder à une révision de la Politique Européenne de Voisinage qui est une occasion pour nous tous de réfléchir sur nos expériences passées et les aspects prioritaires de mise en évidence de la future coopération. Cette révision doit souligner l'importance de l'adhésion aux valeurs communes de démocratie, d'Etat de droit, de la bonne gouvernance et de la protection des droits de l'homme. Nous sommes également d'avis que, dans le nouveau cadre de la politique les principes d'une différenciation fondée sur le mérite et sur «toujours plus pour plus" devra être renforcée et continuera à être appliquée afin de refléter le rythme de mise en œuvre des réformes par les pays partenaires.

()... À la mi-mars, l'arménien et les équipes de l'UE ont conclu les consultations sur la portée de la future base juridique et nous comprenons que c'est sur cette base que les États membres de l'UE approuveront le mandat afin de lancer les négociations.

()... L'Arménie reconnaît ainsi l'importance de la coopération inclusive dans différents formats. Nous sommes d'avis qu'il est possible de faire le meilleur usage des différents cadres d'intégration à travers une approche plus visionnaire construite sur les opportunités plutôt que sur des incompatibilités. Se fondant sur les résultats obtenus au cours des années précédentes, il est de notre objectif à poursuivre le chemin vers le partenariat profond et global avec l'Union européenne ".

A la réunion de Bratislava (Slovaquie) en plus des six pays du partenariat oriental - l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, assistaient la vice-présidente de la Commission européenne et Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, **Federica Mogherini**, le Commissaire chargé de la politique européenne de voisinage et de l'élargissement, Johannes Hahn, ainsi que les ministres des Affaires étrangères de la Lettonie (**Edgars Rinkēvičs**) qui préside le Conseil de l'EU, de la Suède (**Margot Wallstrom**) et la Pologne (**Grzegorz Schetyna**).

(...)



Selon **Edgars Rinkevics**, "l'Europe doit conserver son approche stratégique pour la création d'un voisinage stable, prospère et sûre comme la pièce maîtresse de sa politique. L'UE est prête à travailler de manière constructive avec tous les partenaires intéressés et éviter de diviser les lignes sur le continent.

Le partenariat oriental doit rester une plate-forme de politique unifiée et consolidée pour la coopération avec les six pays partenaires. L'UE est ouverte à la coopération avec des pays tiers partenaires qui partagent sa vision pour l'Europe de l'Est, et elle aura besoin de soutien pour la stabilisation de la situation en Ukraine.

Le sommet va exprimer son soutien à l'intégrité territoriale et la souveraineté des six pays partenaires. Il enverra également un signal clair de soutien à la mise en œuvre des accords d'association avec la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

Les pourparlers serviront également d'impulsion pour le développement des relations avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Biélorussie en fonction de leurs souhaits et de leurs attentes. Bruxelles souhaite développer un nouveau cadre juridique bilatéral avec l'Arménie, et se réjouit des suggestions de l'Azerbaïdjan sur un document politique en développement.

Le premier sommet du partenariat oriental a eu lieu il y a six ans à Prague. Depuis lors, nous avons parcouru un long chemin et beaucoup a été accompli, mais la vision de stabilité, de prospérité et de paix le long des frontières orientales de l'Europe reste plus pertinente que jamais.»

(...)



Avant le sommet du Partenariat oriental à Riga, l'Union européenne a indiqué avoir un nouveau paquet d'offres pour l'Arménie, et non limité au secteur politique. Toutefois, le chef de la délégation de l'UE en l'Arménie, **Traian**

Hristea, a refusé de révéler les détails.

Malgré le refus de l'Arménie de signer l'accord d'association avec l'UE en 2013, vu sa décision d'adhérer à l'UEE, Erevan compte poursuivre son travail dans les secteurs convenus antérieurs avec l'aide financière de l'UE.

Ainsi, l'UE suit également les réformes constitutionnelles initiées par le Président Serge Sarkissian, et les espoirs pour le Parti républicain au pouvoir de former une large consolidation politique en modifiant la législation principale du pays.

Commentant le conflit du Karabakh, l'émissaire a souligné que cette question est au centre de l'attention de l'UE. Toutefois, il a constaté qu'il est difficile de répondre à la question de savoir si les dirigeants arméniens et azerbaïdjanais se rencontreront en marge du sommet de Riga.

(...)



Le Président **Serge Sarkissian** a rencontré la chancelière **Angela Merkel**. Les interlocuteurs ont discuté de questions liées aux relations Arménie-Allemagne et ont salué le fait que le programme bilatéral de coopération a été renforcé par

une soixantaine d'accords.

Le Président arménien a exprimé sa gratitude au gouvernement allemand pour son soutien continu à l'Arménie.

Au cours de la réunion, le 100e anniversaire du génocide arménien a été abordé, ainsi que la commémoration qui s'est tenue en Allemagne et un certain nombre d'autres pays. Le Président a exprimé sa gratitude aux

autorités allemandes pour leur position sur la condamnation du génocide arménien.

Les interlocuteurs ont eu un échange de vues sur les questions régionales dans le Caucase du Sud, y compris le processus de règlement pacifique du conflit du Karabakh dans le cadre du groupe de Minsk de l'OSCE.

(...)



En parallèle, **le Groupe de Visegrad** a exprimé son soutien à l'intégrité territoriale, à l'indépendance et à la souveraineté de l'Azerbaïdjan.

L'adoption d'une telle déclaration à la veille du sommet de l'UE à Riga (21-22 mai), est considérée par Bakou comme un appel sérieux à l'Arménie.

A noter, qu'à ce jour aucun pays n'a mis en doute, y compris l'Arménie, l'intégrité territoriale, l'indépendance et la souveraineté de l'Azerbaïdjan. Erevan précise toutefois qu'avant la chute de l'Union soviétique et la déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan, la région autonome du Haut-Karabakh avait fait sécession et demandé son rattachement à l'Arménie conformément aux lois en vigueur dans l'URSS.